

compte prendre. Le gouvernement a pourtant dit que toutes ces réductions devaient notamment servir à réduire le déficit.

D'après les prévisions du ministre des Finances, le déficit augmentera l'année prochaine. Qui plus est, le déficit est l'un des principaux sujets du 21^e rapport du Conseil économique du Canada. D'après ce rapport, la principale cause du déficit ce n'est pas les dépenses du gouvernement mais c'est le fait que l'on n'a pas perçu suffisamment d'impôts et de taxes. A une question qui lui avait été posée, le président du Conseil économique du Canada a répondu que l'on avait fait trop de cadeaux aux entreprises. Il essayait de faire comprendre au gouvernement que s'il veut réduire son déficit, s'il veut obtenir les fonds nécessaires pour pouvoir n'emprunter qu'un minimum tout en assurant les services sociaux désirés, il doit se mettre à faire payer autant d'impôts aux sociétés que dans tous les autres pays du monde.

Dans la déclaration économique, je n'ai pas trouvé grand-chose qui soit susceptible d'aider les petites entreprises. Elle ne contenait que très peu de mesures relatives aux taux d'intérêt. Tout le monde sait que les taux d'intérêt sont le plus gros problème du pays. Pourtant, on a pratiquement laissé ce problème de côté. La déclaration économique ne recèle aucun indice que le gouvernement a décidé de prendre des mesures concrètes pour l'action positive et pour le respect des contrats. Elle ne contient pas la moindre allusion à l'égalité au travail. Nous avons entendu, par contre, que le gouvernement compte émasculer l'Agence d'examen de l'investissement étranger et permettre à un plus grand nombre d'entreprises étrangères de venir s'établir au pays, entreprises qui, bien sûr, prendront le contrôle de notre économie. Autrement dit, qu'il vaudrait mieux être locataire dans sa propre maison.

Le ministre a dit qu'il voulait privatiser Canadair et de Havilland. Monsieur le Président, vous souvenez-vous de ce que M. Diefenbaker a fait de l'Avro Arrow? Vous souvenez-vous de ce que le gouvernement conservateur a fait à l'industrie aérospatiale dès qu'il en a eu l'occasion? Le gouvernement actuel fait exactement la même chose. Les conservateurs disent que le gouvernement intervient beaucoup dans les sociétés de Havilland et Canadair. Pas une seule industrie aérospatiale au monde ne se développe sans l'aide de l'État. Si le gouvernement pense que l'industrie aérospatiale peut être développée uniquement par le secteur privé, c'est qu'il n'a pas le sens des réalités.

De nombreux ministres laissent entendre que nous allons ouvrir nos frontières au libre-échange et que cela nous aidera. Cela va totalement à l'encontre de l'attitude adoptée par tous les autres pays. Que ce soit bon ou mauvais, cela ne tient aucun compte de ce qui se passe aux États-Unis. Pendant que je vous parle, le Congrès des États-Unis étudie 21 projets de loi qui, tous, sont des mesures protectionnistes visant à augmenter les obstacles tarifaires. Dans le monde entier, tous les pays ont une agence d'examen de l'investissement étranger. Que fait notre gouvernement? Encore une fois, il va à contre-courant de la tendance générale du monde occidental.

Le plus étonnant sans doute, c'était l'allusion à la défense contenue dans l'exposé économique. Comme d'autres députés, je sais que le nouveau ministre de la Défense nationale (M.

Pouvoir d'emprunt

Coates) est allé à Washington dire que nous allions augmenter notre budget de défense. Il est ensuite allé en Europe visiter le quartier général de l'OTAN où il a dit: «Regardez-nous faire. Nous avons un nouveau gouvernement et nous allons augmenter notre budget de défense». L'exposé économique nous a appris que le gouvernement allait réduire le budget de la défense de 154 millions.

Ce que je veux dire, c'est que les Canadiens essaient désespérément de savoir ce que va faire le gouvernement. Ils veulent savoir dans quelle voie il s'oriente. Aujourd'hui, la ministre d'État aux Finances nous a demandé la permission d'emprunter 16 milliards d'ici l'année prochaine. Les Canadiens se disent qu'avant d'accorder ce pouvoir d'emprunt, le gouvernement devrait assurément leur donner une idée de l'orientation qu'il compte donner au pays. J'espère que l'on comprend bien, d'après ce que j'ai dit, qu'il n'est pas très clair dans quelle voie s'oriente le gouvernement.

• (1610)

Beaucoup de gens prétendent que l'esprit de Mackenzie King hante encore les couloirs de notre institution. J'ai l'impression qu'en regardant derrière certains rideaux, on risquerait fort d'y retrouver la trace de Margaret Thatcher et de Bill Bennett. Pour savoir quelle sera l'orientation du gouvernement, les Canadiens n'ont qu'à se tourner vers la Colombie-Britannique. Cette province était l'une des plus riches du pays encore dernièrement. Déjà, à son entrée dans la Confédération, elle était nantie. Nous la considérons comme l'une des régions les plus dynamiques et les plus prospères au Canada. Mais en moins de trois ans, monsieur le Président, le gouvernement conservateur a détruit l'économie de cette province. Tout député, quelle que soit son allégeance politique, aurait beaucoup de mal à défendre les initiatives du gouvernement de la Colombie-Britannique.

Voyez seulement ce que fait Margaret Thatcher, monsieur le Président. Si les gens se demandent quelle orientation prend le gouvernement, ils en ont deux bons exemples dans la province de la Colombie-Britannique et dans la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher.

M. Andre: Et la France de Mitterand?

M. Riis: Quelqu'un, en face, nous dit qu'il y a d'autres possibilités. Je crois qu'on peut regarder comment se porte l'économie en Australie. En fait, le 1^{er} décembre prochain, nous verrons la population réélire un gouvernement australien, l'un des gouvernements les plus progressistes au monde.

Consultés par un jeune, les conseillers de M. Bennett, le premier ministre de la Colombie-Britannique, ont dit: «Allez vers l'Est, au Manitoba. C'est là que vous trouverez croissance économique, investissements et emplois». Le gouvernement du Manitoba est un gouvernement néo-démocrate, monsieur le Président. Il a une attitude bien différente. Notre parti voit bien que le Canada devrait suivre une autre orientation, car son orientation actuelle est tout à fait à l'opposé de ce qu'elle devrait être.

M. Andre: Dieu merci!